

PRÉFET DE LA LOIRE

Autorité Environnementale
Préfet de département

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de
la carrière du lieu-dit « Tassin »
sur la commune de Marclopt**

(département de la Loire)

Présenté par la société CARRIERES THOMAS

DECISION n° 218-DDPP-25 en date du 8 juillet 2025 sur le projet dénommé « demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de la carrière du lieu-dit « Tassin » sur la commune de Marclopt déposé par la société CARRIERES THOMAS, en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas.

Le préfet de la Loire

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance, et notamment son article 62 ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-022 du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre CABRIDENC, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 212-DDPP-25 du 2 juillet 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu la demande déposée par la société CARRIERES THOMAS le 15 mai 2025 (accusé de réception du 3 juin 2025), relative à la prolongation de la carrière du lieu-dit « Tassin » sur la commune de Marclopt (42) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°11/DDPP/2011 du 10 janvier 2012 autorisant la société CARRIERES THOMAS à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Tassin » à Marclopt,

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 20 juin 2025 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 4 juillet 2025, se positionnant en faveur d'une évaluation environnementale ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 juillet 2025 ;

Considérant que le projet présenté relève de l'article R122-2-II du code l'environnement et n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique;

Considérant que le projet consiste à prolonger la durée d'autorisation de la carrière pour 15 ans et sur une surface inchangée de 17,2 ha ;

Considérant que le projet de renouvellement ne modifie ni la surface exploitée, ni la méthode d'exploitation ni les conditions de remise en état définies dans l'arrêté d'autorisation initial,

Considérant les incidences de l'exploitation actuelle sont limitées, régulièrement suivies et

maîtrisées, et n'entraînent pas de mise en danger des intérêts protégés listés au L.511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant que les éléments de connaissance transmis par l'agence régionale de santé le 4 juillet 2025, sur les nuisances sonores en particulier, pourront être précisés par l'exploitant et appréciés par les services compétents lors du dépôt du futur dossier de demande,

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux associés et leur prise en compte, le projet ne nécessite pas la réalisation d'une nouvelle évaluation environnementale.

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Le projet relatif à la prolongation de la carrière alluvionnaire du lieu-dit « Tassin » sur la commune de Marclopt (42), tel que présenté par la société CARRIERES THOMAS dans sa demande susvisée, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs. Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de la Loire.

Fait à Saint-Étienne, le 8 juillet 2025


Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
Pierre CABRIDENC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la Loire
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, Unité interdépartementale Loire - Haute-Loire
2 avenue Grüner AlléeC
42000 SAINT ETIENNE

- Recours contentieux

Tribunal administratif de Lyon

Pierre CARRIÈRE
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et est délégué
Pour le Préfet